

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1920-1921.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SÉNAT.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir *Guerre*.

AMENDES PÉNALES. — Voir *Code pénal*.

ARMÉE. — Projet de loi déterminant, en ce qui concerne la durée du service actif, les congés et les rappels, le régime à appliquer aux classes de 1918, 1919, 1920, 1921 et 1922 (n° 15). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 19).

Contingent de l'armée pour 1921. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 18).

Projet de loi modifiant les prescriptions du premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 1^{er} mars 1916 déterminant l'ancienneté relative des sous-lieutenants issus des élèves de l'École militaire de 1914 et des sous-officiers qui étaient candidats à la sous-lieutenance avant la mobilisation (n° 90). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 126).

Projet de loi revisant l'article 5 de la loi du 25 août 1919 relative aux chevrons de front (n° 99). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 146).

Projet de loi étendant et modifiant la loi d'amnistie du 31 octobre 1919 (n° 97). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 147).

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les classes de 1920, 1921 et 1922, les lois de milice coordonnées en 1913 (n° 226). — Rapport des Commissions réunies de l'Intérieur et de la Défense nationale, par M. Berryer (n° 240).

ARMÉE. — Création d'une institution de prévoyance au profit des veuves et orphelins des militaires appointés au-dessous du rang d'officier. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 241).

Projet de loi modifiant les articles 8 et 18 de la loi du 18 mars 1838, portant organisation de l'École militaire (n° 211). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 242).

Projet de loi revisant les articles 2 et 3 de la loi du 24 février 1847 consacrant l'insaisissabilité et l'incessibilité des soldes des sous-officiers, caporaux et soldats (n° 208). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 243).

Voir *Guerre*.

ARMES. — Projet de loi relatif au commerce et au port des armes, transmis par la Chambre des Représentants (n° 27).

ASSURANCES SUR LA VIE. — Projet de loi sur le contrôle des entreprises d'assurances sur la vie. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 225).

BAIL A FERME. — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme dans les régions dévastées. — Amendements présentés par MM. Van den Bussche et le baron Gillès de Pélichy et par le Gouvernement (n° 13). — Texte adopté au premier vote (n° 43).

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES. — Projet de loi y relatif (n° 253). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Derbaix (n° 266).

BIENFAISANCE PUBLIQUE. — Projet de loi sur la réforme de la bienfaisance publique (n° 157). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le baron Orban de Xivry (n° 179).

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur le budget général de 1921, autorisation pour la perception des impôts et dispositions diverses. — Projet de loi (n° 14). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 22). — Crédits provisoires à valoir sur le Budget général et perception des impôts. — Projet de loi (n° 71). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 73). — Projet de loi (n° 160). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 168).

BUDGETS. — Crédit extraordinaire de 3 millions pour combattre la peste bovine. — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. le chevalier de Vrière (n° 105).

Régularisations et crédits supplémentaires aux budgets des exercices 1920 et 1921. — Projet de loi adopté par la Chambre des Représentants (n° 258). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 262).

Projet de loi relatif à certaines dépenses de l'État pour l'exercice 1921 (Budgets de la Dette publique, des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Colonies, des Sciences et Arts et des Finances) (n° 150). — Budget général des recettes et dépenses pour l'exercice 1921 et dispositions diverses (n° 191).

Rapport de la Commission sur le Budget général, le Budget des Dépenses extraordinaires, le Budget des Dépenses recouvrables en exécution des traités de paix et le Budget des Voies et Moyens, par M. le baron de Mévius (n° 231).

Rapport de la Commission sur le Budget des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 227).

Rapport de la Commission sur le Budget des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 163).

Rapport de la Commission sur le Budget de l'Agriculture, par M. le chevalier de Vrière (n° 216).

Rapport de la Commission sur le Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. Hicguet (n° 188).

Rapport de la Commission sur le Budget des Colonies, par M. Halot (n° 181).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 192).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Dette publique, par M. le baron de Mévius (n° 162).

Rapport de la Commission sur le Budget des Dotations, par M. le baron de Mévius (n° 200).

Rapport de la Commission sur le Budget des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 172).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Gendarmerie, par M. de Ro (n° 193).

BUDGETS. — Rapport de la Commission sur le Budget de l'Industrie et du Travail, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 189).

Rapport de la Commission sur le Budget de l'Intérieur et sur le Gouvernement d'Eupen-Malmédy, par M. Van Ormelingen (n° 228).

Rapport de la Commission sur le Budget de la Justice, par M. Du Bost (n° 196).

Rapport de la Commission sur le Budget des Non-Valeurs et Remboursements, par M. le baron de Mévius (n° 201).

Rapport de la Commission sur le Budget du Ravitaillement, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 199).

Rapport de la Commission sur le Budget des Recettes et Dépenses pour ordre, par M. le baron de Mévius (n° 202).

Rapport de la Commission sur le Budget des Sciences et Arts, par M. Meyers (n° 186).

Rapport de la Commission sur le Budget des Travaux publics, par M. Coppieters (n° 187).

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE. — Modifications aux articles 47 et 60bis de la loi du 16 mars 1865, instituant la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, modifiée par les lois des 1^{er} juillet 1869 et 9 août 1867, et complétée par celles des 21 juin 1894 et 10 février 1900. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 52).

CHEMINS DE FER VICINAUX. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver certaines modifications aux statuts de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux (n° 251). — Rapport des Commissions réunies des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et des Finances, par M. le baron de Pitteurs Hiégaerts (n° 296).

CHÈQUES. — Proposition de loi sur l'encaissement des effets de commerce au moyen de chèques, présentée par M. Liebaert (n° 264).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE. — Procédure par défaut devant la juridiction militaire. — Projet de loi (n° 69). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. De Becker Remy (n° 137).

CODE ÉLECTORAL. — Proposition de loi modifiant les articles 263 et 265, présentée par M. le marquis Imperiali (n° 5). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 41).

CODE ÉLECTORAL. — Projet de loi concernant la revision des listes électorales (et modifiant les articles 21, 55, 58 et 61 du Code électoral) (n° 59). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 70).

Projet de loi portant modification de l'article 213 (n° 83). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 183).

Projet de loi portant dérogation aux articles 153 et 252 en ce qui concerne le renouvellement par moitié de la Chambre des Représentants (n° 139). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ryckmans (n° 175).

Projet de loi complétant l'article 258 (n° 299). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 301).

Projet de loi apportant des modifications à l'article 238 relatif aux incompatibilités parlementaires (n° 300). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 308).

Projet de loi réglant l'élection des Sénateurs choisis directement par le Sénat et nommés par les Conseils provinciaux (n° 303). — Amendement présenté par M. Despret (n° 305). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 307).

Proposition de loi concernant la liste des électeurs pour le Sénat, présentée par M. Ligy (n° 306). — (Le rapport de la Commission n'a pas été imprimé.)

Projet de loi concernant la formation de la liste des électeurs pour les Conseils provinciaux (n° 198). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 274). — Texte réamendé par la Chambre des Représentants (n° 280). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 283). — Amendement présenté par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 287).

Projet de loi organique des élections provinciales (n° 204). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 275). — Amendements présentés par MM. le marquis Imperiali, Digneffe, Berryer, Speyer, le baron Orban de Xivry et Hicguet (n° 277). — Projet de loi réamendé par la Chambre des Représentants (n° 281). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 284).

CODE ÉLECTORAL. — Projet de loi modifiant la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales (n° 30). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 46). — Amendements présentés par MM. le comte Goblet d'Alviella, Magnette, Huisman-Van den Nest et Speyer et par M. Huisman-Van den Nest (n° 47).

Projet de loi complétant le 5° de l'article 61 et l'article 63 des lois coordonnées sur les élections communales (n° 154). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 159).

Projet de loi modifiant le 5° de l'article 61 des lois coordonnées sur les élections communales, transmis par la Chambre des Représentants (n° 81).

CODE PÉNAL. — Abrogation de l'article 310. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Mosselman (n° 74).

Projet de loi établissant des décimes additionnels sur les amendes pénales (n° 165). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et des Finances, par M. le comte Cornet d'Elzius de Peissant (n° 182).

COMMISSAIRES DE POLICE. — Projet de loi relatif aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints (n° 236). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 273).

COMMUNES. — Projet de loi relatif à l'association de communes dans un but d'utilité publique, transmis par la Chambre des Représentants (n° 255).

Projet de loi relatif à la modification progressive de quelques dispositions de la loi du 8 avril 1919 sur l'adoption nationale des communes et la restauration des régions dévastées. — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 270).

Voir *Territoire*.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT. — Projet de loi instituant la comptabilité des dépenses engagées (n° 166). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 178).

CONGO. — Projet de loi de finances du Congo belge portant approbation des projets de budget de 1915, 1916, 1917 et 1918. — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 20).

- CONGO. — Budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1920. — Projet de loi (n° 12). — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 21).
- Budget des recettes et des dépenses pour ordre de l'exercice 1920. — Projet de loi (n° 210). — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 218).
- Budget des recettes et des dépenses du Congo belge pour l'exercice 1921 et dispositions diverses. — Projet de loi (n° 205). — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 217).
- Projet de loi autorisant la Colonie à exécuter des travaux publics sur ressources extraordinaires. — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 220).
- Projet de loi modifiant les articles 17 et 33 de la loi sur le gouvernement du Congo belge. — Rapport de la Commission des Colonies, par M. Halot (n° 219).
- CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Projet de loi relatif aux élections pour les juridictions prud'homales en 1921. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Volckaert (n° 39).
- CONSEILS PROVINCIAUX. — Projet de loi permettant d'ajourner la session ordinaire des conseils provinciaux. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Vinck (n° 167).
- CONSTITUTION. — Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 53 (n° 61).
- Disposition transitoire au même article (n° 62).
- Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 55 (n° 63).
- Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 56 (n° 64).
- Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 56*bis* (n° 65).
- Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 57 (n° 66).
- Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 27, alinéa 2 (n° 68).
- Rapport de la Commission de revision sur les articles 26, 27, 53, 54, 55, 56, 56*bis* et 57 et tableau des textes (n° 107).

CONSTITUTION. — Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 108, alinéa 2, 2^o (n^o 120).

Disposition transitoire, formant annexe au texte remplaçant l'article 53, présentée par MM. le comte Goblet d'Alviella et Magnette (n^o 129).

Amendement présenté par M. Peltzer et proposition de M. Coppieters à l'article 55 (n^o 131).

Amendement de M. Speyer au même article (n^o 132).

Rapport de la Commission de revision sur la disposition transitoire formant annexe au texte remplaçant l'article 53, par M. Lekeu (n^o 134).

Rapport complémentaire par M. Berryer sur l'amendement de MM. Speyer et consorts à l'article 55 (n^o 136).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants pour remplacer l'article 122 (n^o 143).

Abrogation de l'article 123, votée par la Chambre des Représentants (n^o 144).

Texte réamendé de l'article 55 par la Chambre des Représentants (n^o 206).

Texte réamendé de l'article 56 par la Chambre des Représentants (n^o 214).

Disposition adoptée par la Chambre des Représentants abrogeant l'article 57 (n^o 215).

Rapport de la Commission sur la revision de l'article 108, alinéa 2, 2^o, par M. Berryer (n^o 221).

Rapport de la Commission sur la revision des articles 122 et 123 (n^o 230).

Rapport de la Commission sur la revision de l'article 131 (procédure en revision), par M. le comte Goblet d'Alviella (n^o 239).

Rapport de la Commission sur la revision de l'article 49, par M. Berryer et amendement présenté par M. Magnette (n^o 276).

Proposition de revision de l'article 39, présentée par MM. Remouchamps et consorts (n^o 279).

Rapport de la Commission sur la revision des articles 53 à 57 et 26 (n^o 282).

CONSTITUTION. — Rapport de la Commission sur la revision de l'article 104, par M. Magnette (n° 286).

Rapport de la Commission sur la revision des articles 26, 105 et 106, par M. Braun (n° 291).

Rapport de la Commission sur la revision de l'article 95, premier alinéa, par M. Ligy (n° 293).

Rapport de la Commission sur la revision de l'article 39, par M. Ligy (n° 294).

Projet de loi déterminant la liste des établissements d'enseignement supérieur visés aux n°s 3° et 7° de l'article 56bis, présenté par le Gouvernement (n° 298). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 304).

CONTRAT D'EMPLOI. — Projet de loi transmis par la Chambre des Représentants (n° 237).

CONTRATS. — Voir *Guerre*.

CONVENTIONS. — Voir *Traités*.

COUR DE CASSATION. — Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour la place de conseiller vacante à la dite cour par suite de la mise à la retraite de M. de Hulst (n° 133).

Liste des candidats présentés par la Cour de cassation pour la place de conseiller vacante à la dite cour par suite de la mise à la retraite de M. le président Holvoet (n° 222).

COUR DES COMPTES. — Projet de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des comptes. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 37). — Projet de loi réamendé par la Chambre des Représentants (n° 96). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 114).

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — Voir *Traités et conventions*.

CRÉDITS. — Voir *Budgets*.

CRÉDITS A L'ÉTRANGER. — Projet de loi relatif à la régularisation des opérations couvertes de la garantie de l'État en vertu de la loi du 16 mars 1919, transmis par la Chambre des Représentants (n° 252).

DETTE PUBLIQUE. — Projet de loi sur l'échange ou le remboursement des Bons du Trésor 5 p. c. de la Restauration monétaire et sur l'Emprunt (n° 194). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 203).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Aliénations d'immeubles domaniaux. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 261).

DOMMAGES DE GUERRE. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre (n° 16). — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 23).

Projet de loi relatif au logement des réfugiés rapatriés et aux indemnités de logement (n° 17). — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. Thiébaud (n° 24).

Rapport de la Commission de surveillance dans les régions dévastées sur le fonctionnement des organismes chargés de la constatation, de l'évaluation et de la réparation des dommages de guerre, par M. Nolf (n° 116).

Rapports faits au nom de la Commission de surveillance dans les régions dévastées : 1° le problème des matériaux de construction, par M. Vinck ; 2° recherche du coefficient bénéficiaire revenant, dans un produit manufacturé, au capital et au travail, par M. Du Bois (n° 95). — Rapport fait par M. Bruneel, au nom de la Commission de surveillance dans les régions dévastées, sur la reconstruction des maisons détruites par la guerre (n° 174).

Projet de loi portant interprétation et révision de la loi du 10 mai 1919 sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre (n° 123). — Rapport des Commissions réunies de la Justice, des Affaires économiques et des Régions dévastées, par M. Carton et amendements proposés par la Commission (n° 190). — Amendements présentés par MM. Nolf et consorts, MM. Thiébaud et consorts, M. Croquet (n° 197). — Texte adopté au premier vote (n° 229). — Texte réamendé par la Chambre des Représentants (n° 260). — Rapport des Commissions réunies, par M. Carton (n° 269).

Révision de la loi du 10 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. — Projet de loi (n° 169). — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. du Four (n° 180).

DOMMAGE DE GUERRE. — Projet de loi portant quelques dispositions propres à accélérer la réparation des dommages de guerre, présenté par le Gouvernement (n° 288). — Rapport des Commissions réunies de la Justice, des Affaires économiques et des Régions dévastées, par M. Carton (n° 295). — Texte amendé par la Chambre des Représentants (n° 297). — Rapport des mêmes Commissions réunies, par M. Carton (n° 302).

DOUANES ET ACCISES. — Modification du tarif des douanes et de certains droits d'accise. — Projet de loi (n° 78). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 79).

Projet de loi relatif au tarif des douanes. — Rapport de la Commission des Finances, par M. le baron de Mévius (n° 145).

ÉLECTIONS. — Voir *Code électoral*.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Projet de loi annulant une décision de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut approuvant la peine de la révocation infligée par le conseil communal du Mont-sur-Marchienne au sieur Ducarne, Herman-Joseph, en son vivant instituteur en cette localité. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 176).

Projet de loi concernant l'obtention du diplôme d'instituteur et d'institutrice par les candidats qui ont subi l'examen devant les jurys centraux de Gand, Laeken et Forest en 1917-1918 (n° 213). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 249).

Projet de loi mettant en concordance avec la législation fiscale les articles 16 et 22 de la loi organique de l'enseignement primaire, complétant l'article 29 et rétablissant aux articles 31 et 33 des textes éliminés par erreur. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 248).

Projet de loi renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire (n° 256). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 265). — Amendements présentés par MM. Liebaert et Braun (n° 290).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Projet de loi modifiant les articles 53, 54 et 55 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Le Jeune (n° 35).

Projet de loi réglant, à l'égard de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, la situation des ressortissants des territoires réunis à la Belgique par le Traité de Paix de Versailles. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Le Jeune (n° 142).

FONDS DES MIEUX DOUÉS. — Projet de loi relatif aux mieux doués. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 267).

FORÊTS. — Projet de loi autorisant provisoirement le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts (n° 28). — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. le baron della Faille d'Huyse (n° 29).

Prorogation de la loi du 28 janvier 1921. — Projet de loi présenté par le Gouvernement (n° 289). — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. de Kerchove d'Ousselghem (n° 292).

GUERRE DE 1914-1918. — Proposition de loi pour glorifier un Soldat belge inconnu, mort au cours de la Grande Guerre, présentée par M. Carpentier (n° 6). — Rapport des Commissions réunies de la Défense nationale et de l'Intérieur, par M. de Ro (n° 26). — Amendement présenté par M. Carpentier (n° 34).

Projet de loi relatif à l'octroi de délais pour l'exécution de leurs engagements aux sociétés et aux ressortissants belges possédant des exploitations en Russie (n° 45). — Rapport de la Commission des Affaires économiques, par M. Digneffe (n° 49).

Projet de loi autorisant l'adhésion de la Belgique à l'Arrangement international signé à Berne le 30 juin 1920 concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le duc d'Urzel (n° 54).

GUERRE DE 1914-1918. — Validation des actes de l'état civil, rectification des actes de décès dressés pendant la guerre et déclaration judiciaire du décès. — Projet de loi (n° 60). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 122). — Texte réamendé par la Chambre des Représentants (n° 153). — Rapport de la Commission, par le même (n° 156).

Projet de loi relatif à certains contrats d'hypothèque, d'assurance mixte et d'épargne, souscrits par d'anciens combattants de la Grande Guerre (n° 91). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 125).

Arrangement signé à Paris, le 24 janvier 1921, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 93).

Projet de loi revisant l'article 4 de la loi du 25 août 1920 accordant un témoignage de reconnaissance aux militaires de la guerre 1914-1918 (n° 98). — Rapport des Commissions réunies de la Justice et de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 148).

Projet de loi sur le séquestre et la liquidation des biens des ressortissants allemands (n° 111). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Magnette (n° 158).

Projet de loi tendant à proroger, en raison de la guerre, la durée des droits de propriété littéraire et artistique. — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Derbaix (n° 141).

Projet de loi déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents, pendant la guerre, se sont trouvés, par le service militaire, la déportation ou l'internement du père et le décès de celui-ci, dans l'impossibilité de contracter mariage (n° 124). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le comte Goblet d'Alviella (n° 149).

Projet de loi fixant une date limite pour l'introduction des demandes en indemnisation pour réquisitions effectuées par les troupes belges et alliées en Belgique. — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. de Ro (n° 173).

GUERRE DE 1914-1918. — Projet de loi organisant la liquidation de la Dotation des combattants (n° 209). — Rapport des Commissions réunies des Finances et de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 233).

Légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. — Projet de loi adopté par la Chambre des Représentants (n° 235).

Projet de loi rendant applicables en Belgique aux ressortissants des États-Unis d'Amérique les dispositions des articles 307 et 308 du Traité de Versailles, en ce qui concerne les brevets d'invention et les dessins et modèles industriels. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 246).

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Revision de la loi du 11 octobre 1919 instituant une Société nationale des habitations et logements à bon marché. — Projet de loi (n° 152). — Rapport des Commissions réunies des Finances et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 171).

IMPOTS. — Projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales (n° 257). — Rapport de la Commission des Finances, par M. Lepreux (n° 263). — Amendements présentés par MM. Lekeu et consorts et par MM. du Four et consorts (n° 268).

Projet de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 24 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global, transmis par la Chambre des Représentants (n° 259).

JOURNÉE DE HUIT HEURES. — Voir *Travail*.

JURY D'ASSISES. — Voir *Organisation judiciaire*.

LANGUES. — Emploi des langues en matière administrative. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 10). — Amendements présentés par MM. Braun et consorts (n° 40). — Rapport complémentaire, par M. Ligy et projet de la Commission (n° 67). — Amendements au projet de la Commission présentés par MM. Ryckmans et consorts (n° 80). — Amendements au deuxième projet de la Commission présentés par MM. Speyer et consorts et par MM. Bordet et consorts (n° 86). — Amendements au même projet présentés par MM. Van Wetter et consorts et par

MM. Wisser et consorts (n° 87). — Amendements au même projet présentés par MM. Remouchamps et consorts, MM. Le Jeune et consorts, MM. Braun et Du Bost (n° 92). — Tableau synoptique du projet et des amendements (n° 94). — Amendement au deuxième projet de la Commission présenté par MM. Speyer et le comte Goblet d'Alviella (n° 100). — Amendements au même projet présentés par M. le comte Goblet d'Alviella et par MM. le baron Orban de Xivry, Thiébaud et Derbaix (n° 101). — Amendements au même projet présentés par MM. Braun, Ligy, Carton (n° 103). — Amendement au même projet présenté par MM. Van Wetter et consorts (n° 106). — Amendement au même projet présenté par M. Speyer (n° 108). — Texte adopté par le Sénat au premier vote (n° 110).

LÉGITIMATION. — Voir *Guerre*.

LIBERTÉ D'ASSOCIATION. — Voir *Travail*.

LISTES ÉLECTORALES. — Voir *Code électoral*.

LOGEMENT DES RÉFUGIÉS. — Voir *Domages de guerre*.

LOI COMMUNALE. — Modifications à la loi communale du 30 mars 1836.
— Projet de loi (n° 32). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 42).

Projet de loi concernant l'exercice, par les femmes, des fonctions de bourgmestre, d'échevin, de secrétaire ou de receveur communal (n° 254). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 271).

Augmentation du nombre des échevins de la ville de Gand. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Van Ormelingen (n° 272).

LOI PROVINCIALE. — Proposition de loi instituant la représentation proportionnelle pour la nomination des députés permanents, présentée par MM. le marquis Imperiali et consorts (n° 278). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Ligy (n° 285).

MARCHANDISES ET VALEURS. — Projet de loi portant prélèvement d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en Belgique (n° 82). — (Le rapport de la Commission des Finances n'a pas été imprimé.)

MARCHANDISES ET VALEURS. — Projet de loi portant prorogation partielle : 1^o de la loi du 27 juin 1920 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs ainsi qu'au commerce des valeurs ; 2^o de l'arrêté-loi du 5 novembre 1918, complété et prorogé par la loi du 11 octobre 1919, prorogés à leur tour par la loi du 16 août 1920, concernant le ravitaillement des populations en toutes denrées et marchandises de première nécessité (n^o 161). — Rapport des Commissions réunies de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, des Affaires économiques, des Finances et de l'Agriculture, par M. Dupret (n^o 170).

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir jusqu'à concurrence d'une somme de 250,000,000 de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger (n^o 154). — Rapport des Commissions réunies des Finances et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. le comte Cornet d'Elzius de Peissant (n^o 223).

MORATOIRE. — Voir *Guerre*.

NATIONALITÉ. — Projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité, transmis par la Chambre des Représentants (n^o 234).

Voir *Guerre*.

NAVIGATION. — Projet de loi abrogeant l'arrêté-loi du 10 septembre 1918 et la loi du 30 décembre 1918, relatifs aux licences de navigation. — Rapport de la Commission des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. le baron de Pitteurs Hiégaerts (n^o 130).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Augmentation du personnel de la Cour d'appel de Liège. — Projet de loi (n^o 7). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Magnette (n^o 9).

Projet de loi augmentant le personnel des tribunaux de première instance de Bruxelles, de Huy, de Mons et de Verviers, et prolongeant le délai de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément (n^o 50). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Du Bost (n^o 58).

Projet de loi rétablissant à Ypres le siège du tribunal de première instance d'Ypres. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Serruys (n^o 56).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi prorogeant et complétant la loi du 25 octobre 1919 sur l'organisation judiciaire et prorogeant les délais de nomination des substituts de complément (n° 207). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Du Bost (n° 232).

Proposition de loi relative à la composition du jury, présentée par M. Magnette (n° 25).

Projet de loi réformant le jury (n° 84). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Carton (n° 155). — Amendement du Gouvernement (n° 177).

Projet de loi relatif à la liste des jurés pour 1922. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. le baron Orban de Xivry (n° 244).

PENSIONS. — Projet de loi accordant une pension à M^{lle} Marguerite Leman. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Delannoy (n° 51).

Projet de loi accordant, aux gendarmes pensionnés avant 1919 la même pension que celle octroyée à ceux admis à la retraite après cette date (n° 89). — Rapport de la Commission de la Défense nationale, par M. Carpentier (n° 127).

PENSIONS DE VIEILLESSE.—Projet de loi dispensant du droit de timbre et de l'enregistrement les procurations données par les bénéficiaires de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 117).

PERSONNIFICATION CIVILE. — Projet de loi accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique (n° 128). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 135).

PÉTITIONS.— Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.—Feuilleton au 27 janvier 1921 (n° 33). — Feuilleton au 26 juillet 1921 (n° 238).

Pétitions sur lesquelles un rapport a été déposé. — Feuilleton n° 1 (n° 36). — Feuilleton n° 2 (n° 48).

POLICE RURALE. — Réorganisation de la police rurale. — Rapport des Commissions réunies de la Justice, de l'Intérieur et de l'Agriculture, par M. Bruneel (n° 164). — Amendement du Gouvernement (n° 195).

PROFESSION D'AVOCAT. — Proposition de loi modifiant l'article 12 du décret impérial du 14 décembre 1810 contenant règlement de la profession d'avocat et la discipline du barreau. — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Carton (n° 57).

Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession, transmis par la Chambre des Représentants (n° 104).

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI dont le Sénat est saisi. — Liste (n° 3).

Projet et Propositions de loi considérés comme non venus par l'effet de la dissolution des Chambres le 22 octobre 1921. — Liste (n° 309).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Voir *Guerre*.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. — Voir *Guerre, Traités*.

RAVITAILLEMENT. — Voir *Marchandises et Valeurs*.

RÉGIONS DÉVASTÉES. — Voir *Bail à ferme, Communes, Dommages de guerre, Guerre*.

RÉQUISITIONS. — Voir *Guerre*.

SÉQUESTRE. — Voir *Guerre*.

SUBSTANCES TOXIQUES. — Projet de loi concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 44).

TAXES CONSULAIRES. — Projet de loi concernant le tarif des taxes consulaires. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Speyer (n° 55).

TERRITOIRE. — Agrandissement de la ville de Bruxelles, en vue de l'extension des installations maritimes. — Projet de loi (n° 72). — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Vinck (n° 76).

Érection de la commune de Beirvelde (Flandre orientale). — Projet de loi (n° 88). — (Le rapport de la Commission n'a pas été imprimé.)

TERRITOIRE. — Projet de loi ayant pour objet de modifier certaines dispositions de la loi du 15 septembre 1919 relative au gouvernement des territoires annexés à la Belgique par le Traité de Versailles du 28 juin 1919. — Rapport de la Commission de l'Intérieur, par M. Coullier (n° 184).

TITRES AU PORTEUR. — Dépossession involontaire des titres au porteur. — Rapport de la Commission des Finances, par M. Huisman-Van den Nest (n° 77). — Amendements présentés par M. Huisman-Van den Nest (n° 118).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne, le 20 mars 1914 (et modification de l'article 38 de la loi du 22 mars 1886). — Projet de loi (n° 11). — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le marquis Imperiali (n° 31).

Convention internationale pour la création à Paris d'un Institut international du Froid, signée le 21 juin 1920. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. le duc d'Ursel (n° 109).

Convention conclue le 4 octobre 1920 entre la Belgique et l'Autriche, relative aux modalités d'application de la section III de la partie X (Clauses économiques) du Traité signé à Saint-Germain, le 10 septembre 1919. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Peltzer (n° 113).

Traité de paix conclu à Trianon, le 4 juin 1920, entre les Puissances alliées et associées, d'une part, et la Hongrie, d'autre part. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Peltzer (n° 138).

Convention relative à l'assurance contre les accidents de travail, conclue à La Haye, le 9 février 1921, entre la Belgique et les Pays-Bas. — Rapport des Commissions réunies des Affaires étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Claeys Bouúaert (n° 185).

Convention de l'Union postale universelle de Madrid du 30 novembre 1920 pour le transport des colis postaux et son règlement d'exécution. — Projet de loi (n° 212). — Rapport des Commissions réunies des Affaires étrangères et des Chemin de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par M. Peltzer (n° 224).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Convention relative à l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, conclue le 14 février 1921 entre la Belgique et la France. — Rapport des Commissions réunies des Affaires étrangères et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Peltzer (n° 247).

Protocole concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale adopté le 13 décembre 1920 par l'Assemblée de la Société des Nations. — Rapport de la Commission des Affaires étrangères, par M. Peltzer (n° 250).

TRAMWAYS. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à proroger les délais accordés aux concessionnaires pour l'application des tarifs de péage majorés. — Rapport de la Commission de l'Agriculture, par M. Dochen (n° 102).

TRAVAIL. — Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. — Amendement à l'article 12, présenté par M. Liebaert (n° 8). — Projet de loi réamendé par la Chambre des Représentants (n° 38). — Rapport des Commissions réunies de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et des Affaires économiques, par M. Dupret (n° 85). — Amendement à l'article 12, présenté par M. Liebaert (n° 112). — Amendement à l'article 31, présenté par M. Thiébaert (n° 115). — Amendement à l'article 10, présenté par M. Peltzer (n° 119).

Projet de loi garantissant la liberté d'association (n° 52). — Rapport de la Commission de la Justice, par M. Braun (n° 75).

Modification des lois des 24 décembre 1903 et 20 août 1919 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Rapport de la Commission de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, par M. Claeys Bouúaert (n° 245).

VENTES DE MARCHANDISES A L'ÉTRANGER. — Voir *Crédit à l'exportation.*

VENTES PUBLIQUES D'ŒUVRES D'ART. — Projet de loi tendant à frapper d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes auteurs des œuvres vendues (n° 124). — Rapport de la Commission des Sciences et Arts, par M. Mevers (n° 140).